

Oui pour un pacte de croissance, mais il faut en travailler sérieusement le contenu !

Lors de sa dernière rencontre avec les partenaires sociaux, le Premier ministre a appelé ces derniers à sceller un pacte de croissance. Ainsi, l'économie semble reprendre ses lettres de noblesse après les urgences sécuritaires et le rattrapage du pays en termes d'équipement en diverses infrastructures. Mais en fait de croissance économique, le Premier ministre aurait dû rappeler qu'il s'agit moins d'afficher des objectifs chiffrés à atteindre dans les différents secteurs d'activité économique que de débattre et d'arrêter de s'entendre sur la manière de fabriquer cette croissance sur le comment produire des richesses de manière performante, efficace et à moindre coût et sans inflation. Ce sur quoi les partenaires sociaux et le gouvernement doivent s'entendre c'est sur le régime de croissance à mettre en œuvre dans notre pays. Comment réveiller tout le potentiel de notre économie, le faire fructifier en trouvant le cheminement adéquat ? Grosse question qui ne peut être traitée à la légère au nom d'un «pragmatisme» qui a fait office ces dernières années de «stratégie économique».

Il est urgent de passer aux choses sérieuses ! Dans quels termes se pose le problème ?

La demande globale explose en Algérie : programmes colossaux d'investissements publics, hausse des salaires et, avec elle, hausse de la consommation des ménages, transferts sociaux...

La demande nationale augmente mais pas l'offre. Le résultat est bien sûr une explosion des importations financées grâce aux revenus pétroliers. Le problème de l'économie macro-rentière comme l'est l'économie algérienne, c'est celui du «choc de revenu» comme l'appelle la Banque mondiale. C'est-à-dire le choc de retournement : les prix du pétrole baissent, les ressources de l'Etat aussi, la croissance subit un fort ralentissement, le chômage augmente, le niveau de vie se détériore, les habitudes de consommation des ménages se dégradent, le risque politique est là, et il est important. Il s'agit donc bien pour notre pays de sortir de cette croissance économique extensive, coûteuse et éphémère et

construire une autre manière de fabriquer la croissance. Deux approches différentes se dessinent sur cette question sans que les pouvoirs publics se décident de trancher entre les deux. Il y a tous ceux qui appellent depuis deux décennies au développement des exportations hors hydrocarbures pensant que c'est là que se trouve cette nouvelle manière de fabriquer la croissance. Ces analystes oublient, nous disent les tenants de la seconde approche, que le marché, les débouchés sont là, à portée de mains, à l'intérieur du pays et que la nouveauté consisterait plutôt à axer la croissance sur ce marché intérieur, à développer l'offre nationale pour satisfaire toute cette demande explosive avant de chercher à exporter, à oublier le marché intérieur et laisser la satisfaction de la demande interne au recours aux importations qui ne cessent d'augmenter. Il s'agit donc de reconstruire l'industrie de substitution aux importations. L'Algérie a donc intérêt à bien régler, et le plus tôt serait le mieux, la question du régime de croissance à mettre en œuvre.

Poursuivre dans la voie actuelle faite de dépenses publiques abyssales d'investissements d'équipements financés par l'Etat, de redistribution et transferts sociaux n'est évidemment pas soutenable sur le moyen/long terme. Les ressources ne sont pas illimitées et il faudra bien allumer les autres moteurs de la croissance que sont l'investissement productif, la consommation (le marché intérieur) et les exportations (hors hydrocarbures).

Ce que devrait être notre nouveau régime de croissance

Une croissance économique robuste et durable ne peut se réaliser qu'en se fondant d'abord sur le marché intérieur. La crise économique mondiale actuelle nous le rappelle avec brutalité. Ceci ne signifie pas qu'il faut tourner le dos aux exportations mais celles-ci pour se développer, il suffit de régler les contraintes de compétitivité qu'on ne peut dépasser que sur un délai assez long (la remarque est encore plus valable pour l'Algérie).

Dans notre pays, un marché intérieur existe et s'est construit difficilement dans le sillage des efforts considérables d'investissements, notam-

ment industriels, réalisés dans les années 70 (les deux plans quadriennaux notamment) et d'une salarisation massive de la force de travail. Il faut souligner qu'aujourd'hui :

1/- Ce marché connaît un nouvel essor.

2/- Ce marché est malheureusement capté par les produits importés par manque de compétitivité de la production nationale ainsi qu'une insuffisance quantitative et par les efforts de la rente qui favorisent plus l'importation que la production nationale (syndrome hollandais) qui est délaissée.

Problématique : comment protéger notre marché intérieur et en faire bénéficier nos entreprises ?

Les choix économiques de ces deux dernières années s'inscrivent bien dans une tentative de réponse à cette question : encadrement des importations, mise en œuvre de mesures d'une politique de préférence nationale, politique de redistribution et de transferts sociaux, politique d'emplois aidés favorable à la consommation. Le gouvernement semble avoir opté pour le protectionnisme, le patriotisme économique comme on dit aujourd'hui. On doit rappeler que la politique de croissance par le marché intérieur peut se faire par deux voies :

1/- En contexte d'ouverture économique pour produire leurs effets, les aides de l'Etat n'ont de sens que si la bataille de la compétitivité est gagnée par nos entreprises pour que la production nationale puisse préserver ses parts de marché et en gagner de nouvelles face à la concurrence des importations. On voit bien que cette voie est pour l'instant impraticable pour notre pays tant notre retard dans les domaines de la performance et de la compétitivité est grand.

2/- La seconde voie est celle du protectionnisme et de la préférence nationale. C'est la voie dans laquelle semble s'engager le gouvernement, encadrement des importations, préférence nationale (favoriser les entreprises nationales dans la course aux marchés publics), revalorisation salariale et transferts sociaux, monétarisation des emplois aidés... Cette voie (protectionnisme et préférences nationale) ne peut pas constituer une politique d'avenir mais seulement une solution d'attente. Une telle voie, en

contexte de mondialisation de la production et de l'économie bride l'efficacité de nos entreprises et étouffe la compétitivité de notre économie. De plus, investissements publics financés par l'Etat, redistribution et transferts sociaux supposent l'existence de ressources financières illimitées et pérennes. Ce qui, évidemment, est loin d'être le cas chez nous. Cette voie est donc insoutenable financièrement.

On voit bien que le problème n'est pas simple : poursuivre dans l'ouverture sans compétitivité va produire d'énormes dégâts dans le tissu économique national. Revenir au protectionnisme, à l'ère de «l'industrie naissante» va nous endormir (soporifique) et nous faire oublier que nos capacités de financement basées strictement sur les hydrocarbures sont limitées, et plus limitées qu'on ne le croit (épuisement des ressources d'une part mais surtout augmentation rapide de la demande nationale en hydrocarbures pour nos propres besoins d'autre part). Aujourd'hui, plus qu'hier encore, il s'agit pour nos décideurs d'être très vigilants face au «piège de la rente pétrolière». Sans aller jusqu'à considérer nos hydrocarbures comme une malédiction, il faut rester vigilant quant au pouvoir soporifique du pétrole. Tout cela a été maintes fois dit et écrit y compris par le président de la République ou le Premier ministre. Aujourd'hui, il faut progresser dans le «comment faire».

Le nouveau régime de croissance pour l'Algérie.

Deux directions : 1) reconstruire le marché intérieur. Cinq séries de mesures sont à mettre en œuvre :

a/- encadrer les importations en distinguant celles nécessaires au fonctionnement de l'outil de production et celles qui concurrencent cette production nationale ;

b/- stimuler la consommation en facilitant les crédits à la consommation des produits nationaux (si vous achetez national vous avez accès aux crédits de consommation) ;

c/- soutenir l'investissement privé national PME/PMI ;

d/- stimuler la politique de salarisation de la force de travail et poursuivre dans les programmes d'emplois aidés ;

e/- poursuivre dans la politique



Par Abdelmadjid Bouzidi
abdelmadjidbouzidi@yahoo.fr

redistributive et de transferts sociaux.

La seconde série de mesures doit aider à

2/- sortir sur les marchés extérieurs.

La reconstruction du marché intérieur ne doit pas se faire au détriment d'une politique soutenue d'exportation hors hydrocarbures. Celle-ci ne peut se concevoir sans une politique résolue d'attractivité (à l'opposé de la démarche actuelle vis-à-vis des IDE).

Pour devenir exportatrice, notre économie doit :

a/- attirer de plus en plus d'investissements directs étrangers (IDE) ;

b/- développer une stratégie de partenariat externe privé national-privé étranger, public-national-privé étrange ;

c/- développer des programmes de réalisation de joint-venture avec des champions régionaux et mondiaux.

Si on pouvait prendre le risque d'être bref dans un domaine où la simplification est à éviter, on pourrait tenter de résumer le programme en deux séries d'actions :

1/- Revenir à l'industrialisation par substitution aux importations.

2/- Préparer sérieusement par tous les nouveaux investissements productifs qui vont être réalisés l'économie à engager la dure bataille des exportations hors hydrocarbures. La tâche n'est pas simple mais elle est réalisable.

A. B.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com



C'est la faute à la machine, bien sûr !

Comment appelle-t-on ceux qui soutiennent un 4^e mandat ?

Des nécrophages !

C'est la plus belle acquisition du régime ! On ne sait pas quand le premier prototype a été fabriqué. Dans quelle usine de quel pays. Ni comment les nôtres, ceux du Palais, toutes générations révolutionnaires confondues, ont réussi à obtenir les coordonnées de cette usine et à leur acheter cette machine. On sait juste que l'Algérie dispose de cet appareil connu sous l'appellation scientifique et contractée de M.T.O.P.D.O. Ne tirez pas cette tronche, je sais que les abréviations peuvent paraître ainsi barbares, mais je m'en vais vous les décortiquer. Il s'agit en fait de la Machine à Transformer les Opposants en Partisans Dociles et Obéissants. Cet appareil est tellement révolutionnaire que personne, en dehors des gens du Palais, ne sait vraiment où il est entreposé. Même ceux qui passent dedans pour une cure, avant leur intégration au système, y sont conduits les yeux bandés. Ils ne s'en plaignent généralement pas, sachant que c'est l'étape ultime avant leur ingestion par les cercles plus ou moins proches et doux du régime. Très peu d'informations aussi sur le fonctionnement de l'engin. On sait juste que les grosses gueules, les opposants farouches au système qui sont choisis pour y être fourrés en sortent transformés. Un vrai miracle ! Une mutation incroyable. Par un accès A, ils pénètrent l'appareil en érucant, en gueulant leur race que tout est pourri dans ce système, et par un orifice B, ils sortent en souriant bêtement, en s'extasiant sur tout ce qui bouge dans le pays, et surtout sur ce qui ne bouge pas, trouvant tout à fait normal, «Aâdi» des machins énormes qu'ils dénonçaient comme

troubles et louches avant leur insertion dans la fameuse machine. Les rares chercheurs, scientifiques qui ont tenté d'analyser de plus près ce phénomène gravitant autour de ladite machine n'ont plus aucun problème aujourd'hui avec la gravitation. Ils ont été plombés définitivement au sol. Plus précisément six pieds sous terre. Rares sont ceux qui ont survécu. Et encore, ils ne doivent leur salut qu'à leur passage obligé par la bouche avalouse de la machine. D'ailleurs, depuis leur sortie du bidule, ils trouvent eux aussi, à leur tour, que la science est une discipline réactionnaire, lui préférant l'encartage dans les partis du Palais. Les parties intimes, bien évidemment ! Le plus intéressant dans ce phénomène, c'est la capacité inouïe qu'ont les anciens OF, les ex-opposants farouches, à oublier complètement leur état initial, avant leur passage dans la machine. Lorsque vous avez l'outrecuidance de leur rappeler leurs déclarations anciennes, celles datant du temps où ils étaient encore OF, ils arquent leurs sourcils comme des dômes, roulent leurs bouches en cul-de-poule et vous lancent un énorme «quoiiiiiliii ? Moi ? Je n'ai jamais dit ça ! Comme j'étais avant, comme je suis aujourd'hui !» N'insistez surtout pas avec eux, ne tentez même pas de leur mettre sous le nez des vidéos de leurs déclarations ou des articles de presse de l'époque. C'est peine perdue ! Les pauvres sont totalement sous l'effet et l'emprise de la Machine. On ne peut plus rien faire pour eux. Et eux non plus, ne peuvent plus rien pour nous ! Ce qui, en soi, n'est déjà plus très grave pour qui est claustrophobe et que les séjours, même brefs, dans la machine indisposent. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.